



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

immigration

Question au Gouvernement n° 1875

Texte de la question

POLITIQUE MIGRATOIRE DE L'EUROPE

M. le président. La parole est à M. Pierre Lequiller, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Pierre Lequiller. Monsieur le secrétaire d'État aux affaires européennes (« Ah ! » sur quelques bancs du groupe UMP), devant les drames humains effroyables survenus la semaine dernière encore au large des côtes européennes, nous sommes scandalisés, à l'UMP, que la France n'ait pas pris d'initiative au niveau européen, comme l'avait pourtant promis François Hollande en octobre 2013. Les Français attendent de vous une réaction vigoureuse – pas des paroles, mais des actes ! – car l'immobilisme ressemble trop à une indifférence coupable.

Quant à nos frontières terrestres, les citoyens européens et français ont le sentiment que nous avons une Europe passoire. Et là encore, aucune impulsion de François Hollande ! À l'UMP, nous exigeons une réforme politique en profondeur de Schengen, avec un commissaire européen à l'immigration, un corps de garde-frontière européen et la sanction, la suspension ou même l'exclusion de Schengen d'un État défaillant.

Enfin, le citoyen ne peut pas comprendre le projet européen sans connaître les futurs contours de l'Union. Nous vous avons déjà posé cette question à plusieurs reprises dans cet hémicycle, et le Gouvernement ne nous a jamais répondu, ni sur la Turquie ni sur l'élargissement. Or François Hollande est très flou sur l'entrée de la Turquie dans l'Union. Il a ouvert des chapitres, auxquels Nicolas Sarkozy s'était toujours opposé, et ce, à un moment où Recep Tayyip Erdogan bafoue la démocratie, les droits de la femme, la liberté de la presse. À l'UMP – et 75 % des Français partagent notre point de vue – nous sommes clairement pour un partenariat privilégié, mais opposés à l'entrée de la Turquie.

M. Yves Albarelo et M. Marc Le Fur . Bravo !

M. Pierre Lequiller. Nous sommes d'ailleurs favorables à ce que l'élargissement connaisse une pause, afin que l'Europe puisse être approfondie.

À quelques jours des élections européennes, pouvez-vous enfin nous répondre clairement, monsieur le secrétaire d'État ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes. Vous appelez notre attention, monsieur le député, sur les drames qui se sont produits en Méditerranée, en particulier au large de Lampedusa. Nous ne pouvons pas accepter que la Méditerranée soit un cimetière à ciel ouvert ; nous ne pouvons pas non plus accepter que les pays de la rive sud de la Méditerranée soient laissés dans un état d'instabilité et que des

migrations venant souvent de l'intérieur du continent débouchent, à travers des réseaux et des trafics d'êtres humains, sur de tels drames.

De même – et je me suis rendu en Italie récemment – les pays du sud de l'Europe demandent la solidarité de l'Union européenne. C'est pourquoi nous nous sommes mobilisés, depuis plusieurs mois, auprès de l'Italie, de l'Espagne, de Malte, pour renforcer les moyens communs, en particulier ceux de l'agence Frontex, comme cela a été rappelé hier par le ministre de l'intérieur au moment de l'adoption du budget pluriannuel de l'Union européenne. Nous aurions aimé que certains gouvernements conservateurs d'Europe, au lieu de freiner la progression de ce budget, nous aident à renforcer les moyens de la solidarité.

Nous nous battons aussi, et je crois que nous nous retrouverons sur ce point, pour que, dans les politiques de voisinage de l'Union européenne, l'équilibre qui a été négocié par la France – qui consacre deux tiers du budget à l'Europe du Sud – soit maintenu. Nous ne nous désintéressons pas de ce qui se passe à l'Est du continent...

M. Pierre Lequiller. Et la Turquie ?

M. Harlem Désir, secrétaire d'État. ...et nous sommes tout à fait conscients de la gravité de la situation en Ukraine, mais nous estimons que la priorité doit être donnée à la stabilisation du sud et qu'il faut d'abord venir en aide à la Tunisie, à la Libye, à ces pays qui sont aujourd'hui en proie à l'instabilité.

M. Marc Le Fur. Et la Turquie ?

M. Harlem Désir, secrétaire d'État. Bâtir une politique de migration commune, c'est une priorité pour la France, que nous défendons avec notre partenaire allemand. Et ce sera une priorité pour nous vis-à-vis de la future Commission européenne. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Lequiller](#)

Circonscription : Yvelines (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1875

Rubrique : Étrangers

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 mai 2014](#)